

**Prise de parole de l'intersyndicale SNUipp-FSU12 – SGEN-
CFDT12 – SE-UNSA12 – CGT-EDUCATION12
Journée d'action du 30 janvier « Carte Scolaire »**

Ainsi, la rentrée 2018 verra la mise en œuvre des doublages des classes de CP dans les écoles en Réseau d'Education Prioritaire, les REP, et des dédoublements des classes de CE1 dans les REP+. Nous nous réjouissons qu'au travers de cette mesure, le gouvernement reconnaisse enfin qu'un effectif réduit dans la classe soit la condition nécessaire à la réussite de nos élèves mais aussi à l'amélioration des conditions de travail des enseignants. Cette annonce signe la fin du « Faire mieux avec moins » ou du « Tout n'est pas une question de moyens » Cependant, nous dénonçons que cette mesure, si elle est abondamment médiatisée, ne soit pas financée : juste pour le département de la Haute-Garonne, il faudrait une centaine de postes pour les dédoublements, sans compter la hausse démographique, alors que la dotation pour toute l'académie de Toulouse se limite à 89 postes. Ce sont donc les « petits » départements de l'académie qui compenseront et cela se traduit dans l'Aveyron par une dotation négative puisque notre département devra rendre à la rentrée de septembre 2018 dix postes.

Dans l'Aveyron justement, même si le dédoublement de CP se limitera à quelques classes dans le REP decazevillois, les postes nécessaires seront pris sur l'existant, par redéploiement, et en particulier seront sacrifiés les deux enseignants surnuméraires qui intervenaient bien plus largement que dans les seuls CP du REP et au bénéfice de nombreux élèves en difficulté. On déshabille Paul pour habiller Jacques...

Oui, les écoles du REP decazevillois méritent des moyens supplémentaires. Oui, il faut donner plus à ceux qui ont moins. Mais une scolarité ne se joue pas qu'au CP et ce sont les effectifs de toutes les classes qui doivent être réduits, du REP bien sûr mais aussi de toutes les classes dans toutes les écoles aveyronnaises et au-delà. C'est la condition sinequanone aujourd'hui pour en finir avec l'échec scolaire. Car si les performances très moyennes de nos élèves aux évaluations internationales sont largement médiatisées, on oublie trop souvent de les rapprocher d'autres comparaisons qui placent la France en queue de peloton des pays de l'OCDE qu'il s'agisse du nombre d'élèves par classe ou plus largement de la part de la richesse nationale attribuée à l'école primaire. C'est vrai, la Finlande fait mieux que nous, mais les élèves finlandais sont en moyenne à 19 par classe contre 23 en France ...

Alors que les attentes envers l'école ne cessent d'augmenter, qu'on lui assigne la mission de résoudre chaque nouveau problème sociétal, du harcèlement aux conduites à risques, que de plus en plus de familles évoluent dans un environnement socio-économique dégradé voire de grande pauvreté, il est urgent de revoir à la baisse les effectifs et même le modèle simpliste « une classe, un enseignant, 25 à 30 élèves, 6 heures par jour ». Il en va de la réussite de nos élèves, de leur avenir, mais aussi des conditions de travail des enseignants pour lesquels les difficultés à recruter montrent à quel point les conditions d'exercice du métier se sont dégradées.

Mais de diminution des effectifs, il n'en sera pas question à la rentrée prochaine. Au contraire, ce sont les nombreuses fermetures qui, une nouvelle fois, toucheront les écoles de notre département.

Nous tenons particulièrement à dénoncer celles qui toucheront ces écoles qui, à Villefranche de Rouergue, à Rodez, à Onet-le-Château ou ailleurs, bien qu'implantées dans des quartiers qui pourraient relever de la REP, ne bénéficieraient d'aucun moyen supplémentaire, voire en perdraient. Notre administration doit entendre les appels à l'aide des enseignants qui y exercent en proie à de nombreuses difficultés et y répondre.

Nous dénonçons aussi tout particulièrement les fermetures de classes dans nos petites écoles rurales. La méthode est maintenant bien rodée, bien connue : On supprime un poste ou pour manifester un peu de clémence $\frac{1}{2}$ poste, mais dans tous les cas, c'est un équilibre fragile qui est rompu, qui va complexifier l'organisation pédagogique, qui va faire fuir de nouvelles familles entraînant de nouvelles mesures de fermetures et à court terme la disparition de l'école.

La ruralité nécessite des taux d'encadrement élevés. Il faut donc y accepter dans ses classes multiniveaux, parfois classes uniques, un nombre d'élèves parfois faible. Plus de 15 élèves ne permet pas de travailler dans de bonnes conditions. Les écoles en milieu rural sont dynamiques, modernes, et accueillent les élèves dans toutes leurs diversités. L'école en milieu rural est un sujet complexe qui ne peut être traité avec une règle à calcul rationnant le nombre d'enseignants au nombre d'élèves. C'est une richesse inestimable, fondement de l'égalité d'accès des familles sur tout le territoire. Les parents d'élèves, les élus et les enseignants y sont très attachés. Cette école de proximité est aussi le levier permettant la relocalisation d'activités économiques, l'installation de populations, bref la vie dans nos campagnes et nos villages.

Année après année, les coupes sombres dont sont victimes nos écoles de campagne constituent une rupture historique avec la loi Guizot et la garantie d'accès à toutes et tous à un service public de proximité.

Les propos de notre Président de la République, en juillet dernier devant le Sénat : "Nous veillerons à ce que l'évolution des services publics en milieu rural ne conduise pas à l'augmentation de la fracture territoriale" ou encore "Les territoires, en particulier ruraux, ne peuvent plus être la variable d'ajustement des économies" seront restés lettres mortes : aucun moratoire, aucun acte qui irait dans ce sens, aucun moyen supplémentaire pour nos petites écoles.

Nous réclamons de plus des moyens supplémentaires pour permettre la scolarisation de tous les enfants de deux ans dès lors que leur famille le souhaite. Alors que les bienfaits d'une entrée précoce à l'école sont avérés en particulier pour les populations les plus fragiles, en 15 ans, le taux de scolarisation des moins de 3 ans est passé de 35% à 25% aujourd'hui. Les tout petits, bien que présents dans les classes, ne sont pas comptabilisés pour l'attribution des moyens alors que de nombreuses écoles aveyronnaises, confrontées à la concurrence du privé, n'ont d'autres choix que de les accepter faute de quoi elles hypothéqueraient leur avenir... Ceci est inacceptable !

Nous réclamons également des moyens supplémentaires pour réabonder et revitaliser les RASED spécialisés dans la difficulté scolaire Car, oui, l'école a besoin de dispositifs d'aides

spécialisées internes, oui le service public d'Education doit offrir gratuitement aux élèves en grande difficulté l'expertise et l'aide des professionnels spécialisés des RASED.

Pour finir, nous demandons des moyens pour assurer le remplacement, tous les remplacements, afin qu'aucune classe ne soit laissée sans enseignant et que la formation continue des professeur.e.s des écoles soit effective et accompagnée par des équipes de circonscription renforcées..

L'intersyndicale SGEN-CFDT, SE-UNSA et SNUipp-FSU appelle tous les enseignants, les parents, les élus des écoles touchées par une fermeture à continuer à manifester leur colère et tout ceux des autres écoles à les soutenir. Nos élèves, vos enfants méritent mieux qu'une gestion comptable et déshumanisée qui hypothèque leur avenir, méritent mieux que cette nouvelle dégradation qu'on leur promet à la rentrée prochaine pour leur école. Non, fermer des classes, des écoles, supprimer des emplois de fonctionnaires, économiser l'argent public au profit de ceux qui ont déjà tout n'est pas un projet de société, n'est pas le projet de société que nous voulons pour nos élèves, pour vos enfants.